



Arras le 6 mai 2014.

Communiqué de presse.

Les agents des finances publiques du Pas de Calais restent mobilisés pour la défense des emplois et du service public.

30% des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) étaient en grève ce jeudi 20 mars 2014 à l'appel de l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques. Cette journée de grève et de manifestations avait pour objectif de défendre un service public essentiel au fonctionnement de l'action publique qui a payé un très lourd tribut en matière d'emplois (30 000 postes ont été supprimés depuis 2002) et de conditions de travail (car dans le même temps, la charge de travail a explosé, tout comme sa complexité).

Les agents de la Direction Départementale des Finances Publiques du Pas de Calais ont très largement pris part à ce mouvement de mécontentement puisque 43 % d'entre eux étaient grévistes.

Le 20 mars, 17 sites sur le département étaient fermés, de très nombreuses résidences ont connu des taux de grévistes exemplaires : Bruay la Buissière 67 %, Lens 73,86 %, Béthune et Boulogne plus de 60 %, Henin Beaumont 74 %...

Malgré la mobilisation massive du 20 mars, les agents du Pas de Calais estiment qu'ils n'ont été entendus ni du Ministre, ni de leur direction locale. Aussi, ils sont décidés à se saisir de tous les moyens d'actions possibles pour :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois dans un ministère aux missions régaliennes,
- Préserver un vrai service public au service de ses usagers, simples citoyens mais aussi élus,
- Stopper la dégradation de leurs conditions de travail.

Le retour à l'équilibre budgétaire ne peut s'accomplir sans assurer les recettes de l'Etat, or nous n'avons plus les moyens humains et budgétaires pour travailler correctement et assurer ces recettes. Sur l'autel des économies budgétaires, rien ne sert de baisser les dépenses, si l'Etat lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire.

Une première action a été menée le jeudi 17 avril, avec le rassemblement de plus de 150 agents du département devant la direction des finances publiques à Arras.

Le 5 mai marque le début de la campagne de déclaration des revenus. Ce moment privilégié dans notre mission de service public est l'occasion de mener des actions fortes propices à se faire entendre.

Ces actions ont débutées par le blocage au public du centre des finances publiques de Béthune le 5 mai.

**Ces actions fortes se poursuivront par le BLOCAGE du
Centre des Finances Publiques de BOULOGNE
le MERCREDI 7 MAI.**

Défendre les finances publiques c'est aussi sécuriser les ressources de la nation.

Revue de presse

Article paru dans la voix du Nord du 06 mai 2014, sur le blocage de l'accès au public du centre des finances publiques de Béthune du 5 mai 2014 :

LA VOIX DU NORD
MARDI 6 MAI 2014

BÉTHUNE 9

ON EN PARLE

Les agents du centre des Finances publiques bloquent l'accès aux déclarants de revenus

Plusieurs dizaines de personnes souhaitant demander un renseignement pour remplir leur déclaration de revenus ont dû rebrousser chemin. Hier, le centre des Finances publiques de la rue Guynemer était fermé au public. L'intersyndicale en avait cadenassé les grilles. Elle voulait alerter l'opinion sur la dégradation du service public. En choisissant un jour de marché au cœur d'une période où le centre béthunois accueille entre cinq cents et six cents contribuables par jour.

« En faire toujours plus avec toujours moins d'effectif, ce n'est pas possible », résumait Jacques Régnier, le porte-parole de FO, qui avec René Quidet (CGT) et Wilfrid Glavieux (Solidaires), annonçait à un cadre que, rendez-vous ou pas, tout le monde serait logé à la même enseigne : aucun contribuable ne serait reçu ce lundi. En revanche, les fonctionnaires non-grévistes ont pu accéder à leur bureau sur un site où lors du dernier mouvement national, le 20 mars, on avait dénombré 60 % de



En cette période, le centre accueille entre cinq cents et six cents contribuables par jour.

grévistes. Cette fois, moins d'un agent sur dix avait cessé le travail mais en fin de matinée, les fonctionnaires sortant pour la pause de midi ont rejoint le piquet de grève de l'intersyndicale et il y a eu un effet de foule dans la rue Guynemer.

« Sauvegarde du service public »

lisait-on sur la banderole déployée sur la grille d'un centre où travaillent cent soixante-dix agents depuis que l'on y a transféré les recettes municipales de Béthune-ville et de Béthune-Banlieue un temps regroupées avec la recette des finances dans la rue Édouard-Herriot. « Il y a actuelle-

ment cinquante sites des Finances dans le département. Si on ne fait rien, il n'en restera plus qu'une vingtaine d'ici cinq ans », prévoit un syndicaliste en évoquant les 189 postes supprimés depuis 2009 dans le Pas-de-Calais, où les Finances publiques comptent environ 1 800 agents. La trésorerie

de Beuvry, se dit-il, pourrait rapidement faire les frais d'une compression d'effectifs qui, souligne René Quidet, est la cause de l'allongement des files d'attente dans le hall. Ce qui provoque des tensions. « À Amiens, on a mis dans la salle d'attente un vigile avec un maître-chien », se révolte un porte-parole de l'intersyndicale. « Autrement, on prenait notre temps. Maintenant on n'a plus le temps d'écouter les gens », soupire un de ses collègues.

Une manifestation de ce type s'était déroulée le 17 avril à Arras. L'intersyndicale en envisage d'autres pendant la campagne de déclaration d'impôt sur le revenu pour exprimer son ras-le-bol devant la dégradation des conditions de travail. Et pour alerter les citoyens que « les politiques d'austérité sèches depuis plusieurs années pénalisent lourdement les usagers, notamment les plus défavorisés, et accroissent les inégalités, la précarisation et la pauvreté. » Un mot d'ordre national est lancé pour le 15 mai. ■ CH. L.

Article paru dans la voix du Nord du 18 avril 2014, sur le rassemblement des agents des finances publiques le 17 avril 2014 :

MOBILISATION

Le compte n'est pas bon pour les agents des Finances publiques

La voix du Nord
18 avril 2014

En pleine campagne de l'impôt sur les revenus, c'est le mécontentement des agents des Finances publiques que le gouvernement récolte. La mobilisation avait déjà été exceptionnellement forte le 20 mars dans le Pas-de-Calais, avec la fermeture de dix-sept sites sur la cinquantaine que compte le département, et près de 50 % de grévistes : un record. Elle s'est encore accentuée hier midi, avec la manifestation d'une petite centaine de personnes, sous les fenêtres de la Direction départementale des Finances publiques, place Foch, à Arras.

Outre un sandwich merguez, il y avait pas mal de rancœur au menu des conversations. Et les émissaires de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires et Cfdt) d'unir leurs voix pour dénoncer l'asphyxie si ce n'est l'agonie des services départementaux, amputés de 190 emplois depuis 2009. « Après, il ne faut pas s'étonner de voir les files d'attente s'allonger aux guichets, les lignes téléphoniques saturées, les délais de réponse aux courriers des usagers accrus ! »

Paradoxe

Le tout en cette période de haute

saison pour des agents des Finances publiques dont les salaires « ne sont plus revalorisés, et ne suivent même plus la courbe de l'inflation ». Il y a selon les syndicalistes et ceux qu'ils représentent un saisissant contraste entre la volonté gouvernementale de faire entrer de l'argent dans les caisses de l'État, « sans donner les moyens à ceux qui en sont chargés de bien faire leur boulot ».

Et d'asséner : « Valls annonce vou-

loir faire cinquante milliards d'euros d'économies, c'est bien. Mais qu'il nous donne les moyens de lutter contre la fraude fiscale, et il les aura ses cinquante milliards ! Or, la Direction générale des Finances publiques n'a plus les moyens humains et budgétaires de travailler correctement et efficacement. Rien ne sert de baisser les dépenses si l'État lui-même se coupe les bras pour assurer les recettes primordiales à cet équilibre budgétaire ! » ■ H. Fé.



La mobilisation est aussi forte que l'est la colère des agents des Finances publiques, en pleine campagne d'impôt sur les revenus.